

Nouvelles locales du mercredi 16 juin 2010

@rib News, 17/06/2010 | Sécurité - La ligue des droits de l'homme Itaka dit être inquiète par la montée de la violence quelques jours des présidentielles. Edouard Biha, secrétaire exécutif de la ligue Iteka rappelle aux politiciens burundais que le monde est devenu comme un petit village où les fautes graves ou moins graves ne peuvent pas passer inaperçues. Il rappelle aussi que des poursuites judiciaires sont possibles à l'instar de ce qui se fait actuellement au Kenya suite aux violences postélectorales. Il demande que les organisations internationales et la société civile soient associées lors des enquêtes.

- Les membres du parti Fnl, ont décidé ce mardi de faire des rondes devant la résidence du président du parti Fnl Agathon Rwaswa. Selon ces fidèles, le président du parti Fnl pouvaient être arrêté et ont décidé d'assurer sa sécurité. Des sources sur place disent qu'un agent de la documentation avait essayé de passer aux environs de cette résidence gardée par les membres du parti Fnl. Un Dsir Uwamahoro circulant sur une moto est heurté à la assistance des fidèles de Rwaswa et a été appréhendé par cette foule mécontente. Il a été battu et son arme saisie. Des membres du Fnl. Il a été libéré par la police qui a tiré dans l'air pour disperser la foule. - Des affrontements ont eu lieu entre les membres du parti Fnl et la police cet après-midi du mercredi 16 juin 2010 devant la résidence du président du parti Fnl Agathon Rwaswa. Des sources sur place disent que beaucoup de personnes ont été arrêtées par la police qui utilisait des gaz lacrymogènes pour disperser les gens. Les fidèles de Rwaswa ont utilisé des pierres pour se défendre contre la police qui procédait à l'arrestation de certaines des personnes membres de ce parti qui étaient sur place. - Des sources policières affirment qu'aucune tentative d'arrestation n'est en cours mais soulignent que l'affaire de sécurité ne concerne que la police et l'armée. La police souligne qu'elle a voulu prendre la sécurité en main car ces sources, aucune personne n'a le droit de se substituer à la police ou à l'armée pour assurer la sécurité de qui que ce soit. La police dit qu'elle garde le président du parti Fnl elle-même. | Politique - Des rumeurs d'arrestation du président du parti Fnl ont circulé dans les rues de Bujumbura ce mardi. Selon ces rumeurs, quatre mandats d'arrêt auraient été signés par le Parquet de Bujumbura. Ces rumeurs concernaient des arrestations des membres des partis d'opposition dont Agathon Rwaswa, président du parti Fnl. Les membres du parti Fnl se sont par la suite amassés devant la résidence du patron du parti Fnl Agathon Rwaswa pour protester contre son arrestation et y ont passé la nuit jusque ce mercredi. - Le porte-parole de la police et le procureur général de la république Elyse Ndaye disent que aucun mandat d'arrêt n'a été émis pour arrêter le président du parti Fnl Agathon Rwaswa ou tout autre politicien de l'opposition. - Les membres des partis membres de l'ADC en province de Kayanza se sont rencontrés ce mercredi pour discuter sur le comportement à adopter surtout dans cette période des élections. Selon le représentant du parti Msd en province de Kayanza, Innocent Niyonzima, les clauses ont été que ces partis ne voteront pas aux prochaines élections présidentielles. Il souligne que la Ceni doit d'abord démissionner pour laisser la place à ceux qui le peuvent. Les partis qui avaient voté au rendez-vous sont l'Adr, le Frodebu, le Cndd, le Msd, le Fedes Sangira, l'Upd et le Fnl. - Le ministre de l'Intérieur est accusé par la Ceni de faire la campagne à la place du candidat du Cndd-Fdd Pierre Nkurunziza. Edouard Nduwimana, en compagnie de secrétaire général du Cndd-Fdd, Daniel Gélase Ndayirirwe, avait organisé la campagne dans la commune de Kabarore de cette province de Kayanza au nord du Burundi. Le président de la Ceni Pierre Claver Ndayicariye souligne qu'aucune personne n'a le droit de faire campagne à la place d'un candidat reconnu par la loi. - La Ceni Burundi a enregistré les noms des membres des conseils communaux des différentes communes de cette province du sud du Burundi. Au total, les conseils comprennent 42 tutsi, 90 hutus et 2 twa, dont 45 femmes. Cependant cette activité qui a été convoquée aux membres des partis politiques a été boycottée par ceux de l'opposition. Ces derniers disent qu'il est impossible d'aller suivre la proclamation des listes des communales alors qu'ils n'acceptent pas les résultats de ces élections. Selon les membres de la Ceni de cette province, le boycott des sièges par l'opposition est le signe avant-coureur que la tâche ne leur sera pas facile dans la gestion de ce problème et surtout dans l'élection des sénateurs par les conseillers communaux. - Les partis membres de l'ADC-Ilkibiri avaient fait une descente hier soir dans la commune urbaine de Buyenzi. Selon le porte-parole de l'Alliance, le député Léonard Nyangoma, le peuple fâché va changer les choses et le monde est appelé à participer dans ce changement par l'ADC-Ilkibiri. Notons que lors de cette descente, la déléguation de l'ADC avait été accueillie par les membres des 12 partis à Buyenzi qui scandaient les slogans contre les fraudes électorales. - Le président de la Ceni a rencontré les membres des partis politiques ce mercredi 16 juin 2010. Pierre Claver Ndayicariye a souligné à la presse que la Ceni va corriger certaines imperfections techniques qui se sont fait remarquer lors des communales. Il a promis aux partis présents que les rencontres du genre seront multipliées et demande aussi aux partis contestataires de voter aux prochaines élections. Notons que les membres des partis d'opposition ont boycotté la réunion et seules les formations politiques membres de la Celat, proches parti au pouvoir, avaient voté au rendez-vous de la Ceni. Même le parti au pouvoir n'a pas voté à ce rendez-vous de la Ceni. Le parti Uprona demande à la Ceni de briser le mur entre elle et les membres des partis de l'opposition. Selon le président du parti Uprona, le député Bonaventure Niyoyankana, il faut que les partenaires politiques prennent conscience que personne ne pourra jamais résoudre le problème par la voie de la force. Il invite tous les partenaires politiques au dialogue pour finir la crise politique actuelle. Nouvelles diffusées en Synergie des radios locales : Rpa, Isanganiro, Ccib, Bonesha, Rtnb, Voix de la paix, Radio Maria, Radio Vyizigiro, Rema, Salaama, Nderagakura, Ijwi riremasha, Star, Umuco Fm et Rtr.